

Commission de toponymie

**Rapport
annuel
1993-1994**

Le contenu de cette publication a été rédigé
par la Commission de toponymie.

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1500 D, boulevard Charest Ouest
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

Dépôt légal — 1994
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-551-13962-7
ISSN 0714-2145
© Gouvernement du Québec

Monsieur Roger Bertrand
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de
la Commission de toponymie pour la période du
1^{er} avril 1993 au 31 mars 1994.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression
de ma haute considération.

La ministre responsable de l'application de la Charte
de la langue française,

Rita Dionne-Marsolais

Québec, novembre 1994

Madame Rita Dionne-Marsolais
Ministre responsable de l'application
de la Charte de la langue française
225, Grande Allée Est
Bloc A, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 5G5

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel
de la Commission de toponymie pour la période du
1^{er} avril 1993 au 31 mars 1994.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression
de ma considération très distinguée.

Le président,

Henri Dorion

Québec, novembre 1994

Table des matières

Introduction 11

1. Les dominantes de l'année 1993-1994	13
2. L'organisation et les ressources de la Commission	15
2.1 L'organigramme	15
2.2 Les ressources humaines	15
2.3 Les ressources financières	16
2.4 Les instruments de gestion	16
2.4.1 TOPOS: le système informatisé de gestion des toponymes	16
2.4.2 Le Fichier des toponymes populaires	17
2.4.3 Les archives et la documentation	17
2.4.4 GESDOC: le système de gestion documentaire	17
3. Les décisions des commissaires	19
3.1 L'officialisation des toponymes et des odonymes	19
3.1.1 Les toponymes	19
3.1.2 Les odonymes	19
3.1.3 Les désignations toponymiques commémoratives	19
3.2 La langue des noms officialisés	20
3.3 Les politiques et les normes	21
4. Les relations avec l'Administration publique et parapublique québécoise	23
4.1 L'Administration centrale	23
4.1.1 Les espaces protégés	23
4.1.2 Les édifices publics	23
4.1.3 La toponymie septentrionale	23
4.1.4 La vérification toponymique	24
4.1.5 L'évaluation toponymique	24
4.2 Les municipalités	24
4.2.1 Les noms de municipalités	24
4.2.2 Les haltes routières	24
4.2.3 Les ponts	24
5. Les relations avec les autres clientèles québécoises et les citoyens	25
5.1 Les zones d'exploitation contrôlée (zecs)	25
5.2 Les pourvoiries	25
5.3 Le milieu autochtone	26
5.4 Les consultations toponymiques	26
6. Les relations avec les organismes non québécois	29
6.1 La scène canadienne	29
6.2 La scène internationale	29
7. La recherche	31
7.1 La documentation du patrimoine toponymique du Québec	31
7.2 Les gentils	31
8. Les communications	33
8.1 L'information et les relations publiques	33
8.2 Les publications	33

Tableaux

1 — L'organigramme	15
2 — Les effectifs permanents par unité administrative et par catégorie d'emploi au 31 mars 1994	15
3 — L'état du budget pour l'année 1993-1994	16
4 — Le contenu de la banque de données TOPOS	17
5 — Les toponymes et odonymes officialisés par la Commission en 1993-1994	20
6 — Les toponymes et odonymes officialisés au cours des cinq dernières années	20
7 — La répartition régionale des dossiers de pourvoiries traités depuis 1988	26
8 — La répartition des consultations selon les thèmes	27
9 — La répartition des consultations selon les catégories de demandeurs	27
10 — La participation de la Commission de toponymie à des salons	33

Les membres de la Commission de toponymie

Henri Dorion
Président

Georges Bacon
Commissaire

Jules Dufour
Commissaire

Anne MacLaren
Commissaire

Monette Malewski
Commissaire

Cécyle Trépanier
Commissaire

Secrétaire de la Commission

Linda Marcoux (par intérim)¹

Denis Tremblay²

¹ Jusqu'au 25 janvier 1994 (remplacée par Marc Richard de mai à septembre 1993).

² Depuis le 25 janvier 1994.

Introduction

Le plan de présentation de ce quatorzième rapport annuel de la Commission de toponymie correspond sensiblement à celui de l'an dernier, soit un bref bilan (chapitre 1), un rappel de la structure de l'organisme et des précisions sur les ressources qui ont été mises à sa disposition (chapitre 2). Les activités suscitées par le traitement et l'officialisation des noms géographiques, qui constituent l'un des points essentiels du mandat de la Commission, sont rappelées au chapitre 3. En regard de la fonction de services que doit rendre la Commission à ses clientèles, dans un contexte d'information réciproque et de collaboration, les chapitres 4, 5 et 6 rendent compte des relations qu'elle entretient, respectivement avec l'Administration publique et parapublique québécoise, avec les autres clientèles québécoises et les citoyens et enfin avec les organismes non québécois de gestion toponymique. L'appui essentiel aux mandats d'inventaire et de traitement que constitue la recherche forme la matière du chapitre 7. Enfin, la manière dont la Commission a répondu à son mandat de diffusion est illustré au chapitre 8.

1. Les dominantes de l'année 1993-1994

En dépit de la diminution des ressources, la Commission a pu, au cours de l'année 1993-1994, soutenir son rythme de production en officialisant un nombre de noms géographiques de 10 % supérieur à celui de l'année précédente, la part des odonymes (noms de voies de communication) par rapport au total représentant cependant une proportion plus grande. Cette tendance se poursuivra, puisque la Commission de toponymie a entrepris d'accorder une priorité accrue au traitement et à l'officialisation des odonymes, en concertation avec les municipalités.

L'accroissement du nombre de noms officialisés a également été sensible au chapitre de la toponymie amérindienne; des programmes d'inventaire et le processus de traitement des noms autochtones ont été repris, après des années moins actives à cet égard.

Le programme d'inventaire et de traitement systématiques de certains types d'entités s'est poursuivi et s'est même accéléré dans certains domaines: dénomination de lacs dans les zecs et les pourvoiries, de même que celle de ponts et de haltes routières.

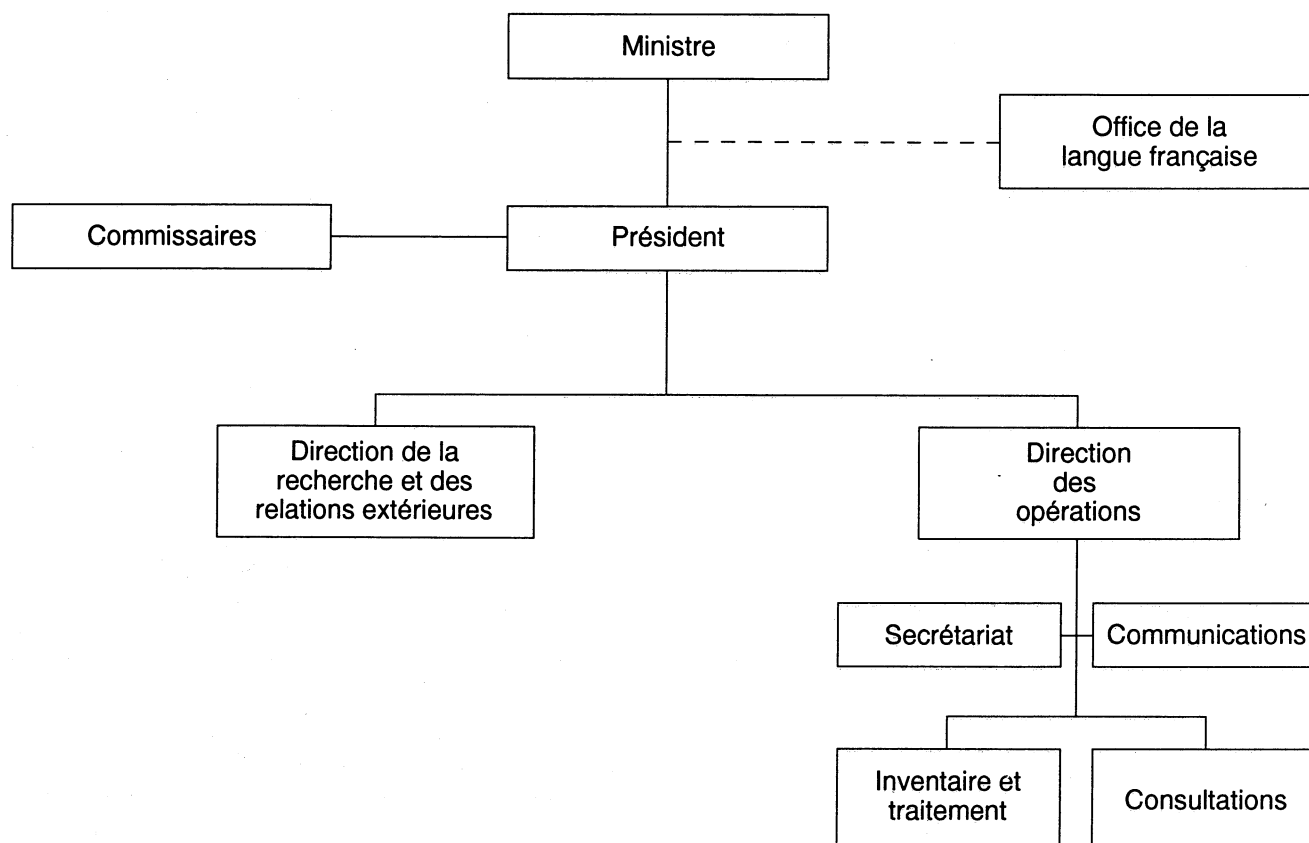
Parallèlement à la poursuite de ces activités d'inventaire, de traitement et d'officialisation, la Commission de toponymie a mis la dernière main au dictionnaire illustré *Noms et lieux du Québec* dont le manuscrit, fort de quelque 1 000 pages et de 500 illustrations, a été remis aux Publications du Québec afin de produire cet ouvrage.

L'ensemble de ces activités s'est poursuivi en même temps que l'évaluation de tous les produits et services que la Commission génère pour ses clientèles et cela, dans le cadre de l'Opération *Réalignement*. Cette analyse a permis d'élaborer un plan triennal qui tente de concilier les exigences du mandat confié par la Loi à la Commission et les nouvelles contraintes de la conjoncture budgétaire. L'optimisme est de rigueur pour y parvenir.

2. L'organisation et les ressources de la Commission

2.1 L'organigramme

Tableau 1



2.2 Les ressources humaines

La Commission disposait, en 1993-1994, d'un personnel permanent de 28 personnes (27 en fin d'exercice) réparties ainsi dans les unités administratives de l'organisme : Bureau du président (7), Direction de la recherche et des relations extérieures (4), Direction des opérations (17).

De plus, elle a bénéficié du prêt d'un poste professionnel pour 12 mois et elle a accueilli cinq étudiants-stagiaires anglophones dans le cadre d'un programme d'échanges interprovinciaux, et ce, pour une durée de trois mois.

Tableau 2

Les effectifs permanents par unité administrative et par catégorie d'emploi au 31 mars 1994

	Hors cadre	Cadres supérieurs	Professionnels	Techniciens	Employés de bureau	Total
Bureau du président	1	1	1	1	2	6
Direction de la recherche et des relations extérieures	—	1	2	1	0	4
Direction des opérations	—	1	10	2	4	17
Total	1	3	13	4	6	27

2.3 Les ressources financières

Le budget original de la dernière année financière était de 1 691 800 \$; il a été fixé, après révision, à 1 791 200 \$. Sur ce montant, un total de 1 711 120 \$ a effectivement été dépensé, dont 128 625 \$ pour le fonctionnement (loyer exclu). Le tableau 3 donne le sommaire des dépenses en regard des catégories budgétaires.

Tableau 3

L'état du budget pour l'année 1993-1994

Catégories	Budget		Dépenses
	Original	Modifié	
		\$	
FONCTIONNEMENT	1 688 800	1 788 200	1 709 186
01 Traitements	1 297 200	1 396 600	1 387 792
02 Autres rémunérations	0	0	0
03 Communications	74 200	109 466	44 651
04 Services professionnels	82 900	65 750	65 750
05 Entretien	5 000	1 423	1 423
06 Loyer	198 300	204 182	198 791
07 Fournitures	26 200	9 780	9 780
08 Équipement	5 000	999	999
11 Autres dépenses	—	—	—
CAPITAL	3 000	3 000	1 934
08 Équipement	3 000	3 000	1 934
Total	1 691 800	1 791 200	1 711 120

2.4 Les instruments de gestion

Pour assurer la réponse la plus efficace à ses besoins d'information interne et externe, la Commission dispose d'instruments de gestion qui intègrent les avantages de la bureautique; il en est fait état dans les paragraphes qui suivent.

2.4.1 TOPOS: le système informatisé de gestion des toponymes

TOPOS s'est avéré fiable, performant et il permet de répondre adéquatement et rapidement aux requêtes des clientèles en matière, notamment, de consultations techniques sur la localisation, la graphie, le statut et l'origine des noms de lieux. La consignation des faits pertinents sur l'usage oral et cartographique d'un toponyme, sur la datation, l'évolution graphique et les recommandations des analystes lors du traitement d'un dossier en vue de son étude pour avis ou officialisation par les membres de la Commission s'effectue grâce à TOPOS qui permet de conserver l'information et de la diffuser.

Une entente tripartite convenue entre le ministère des Communications, une firme privée et la Commission de toponymie pour la diffusion de TOPOS n'a pas été reconduite d'un commun accord entre les parties, car elle n'a pas apporté les résultats escomptés.

Par ailleurs, la mise en marché et la diffusion d'extrants informatisés de TOPOS (disquettes et produits imprimés) s'est poursuivie via les Publications du Québec de façon à assurer un service au meilleur coût possible à la clientèle intéressée.

La Commission a mis en place les modalités pour assurer la sécurité de ses actifs informatiques tel que l'exige la directive du Conseil du trésor.

La banque de données TOPOS comptait, au 31 mars 1994, 270 017 entrées toponymiques soit une augmentation de 5 826 toponymes et odonymes pour la dernière année. Le tableau suivant présente le contenu de TOPOS au 31 mars 1994.

Tableau 4

Le contenu de la banque de données TOPOS

Répartition selon l'appartenance linguistique	Toponymes		Odonymes		Total	
	Officiels	Total	Officiels	Total	Officiels	Total
1. Français	79 970	123 543	48 645	71 993	128 615	195 536
2. Anglais	12 834	29 281	4 806	9 436	17 640	38 717
3. Langues amérindiennes	8 028	18 810	270	526	8 298	19 336
4. Inuktitut	2 639	5 891	1	8	2 640	5 899
5. Autres	6 082	8 614	1 214	1 915	7 296	10 529
Total	109 553	186 139	54 936	83 878	164 489	270 017

2.4.2 Le Fichier des toponymes populaires

Ce fichier regroupe quelque 13 000 noms géographiques répertoriés alphabétiquement. Il s'agit de noms de lieux habités qui, sans être nécessairement officiels, sont couramment utilisés et servent parfois d'adresse postale. En effet, les noms de centres de villégiature, hameaux ou quartiers sont souvent utilisés à la place du nom de la municipalité à laquelle ils appartiennent.

Bien que ce fichier soit produit et mis à jour par la Commission, il est distribué par les Publications du Québec et est disponible sur support magnétique (disquette) ou papier. Au cours de la dernière année, 127 volumes ont été vendus, ainsi que 8 disquettes. De plus, suite à des demandes spécifiques, des produits particuliers ont été élaborés et fournis.

2.4.3 Les archives et la documentation

La bibliothèque de la Commission de toponymie a entrepris l'automatisation de ses activités avec le système Best-Seller, soit le traitement des volumes et la consultation (catalogue d'accès public).

Elle possède environ 8 900 documents, la plupart spécialisés en toponymie. Au cours de l'année, elle s'est enrichie d'environ 250 nouveaux titres et a poursuivi sa collection de périodiques susceptibles d'alimenter les chercheurs en données toponymiques, géographiques, historiques, terminologiques, culturelles et patrimoniales. Elle reçoit aussi environ 40 bulletins d'information municipaux, constituant pour la Commission une source importante de renseignements toponymiques glanés au fil des événements.

C'est la seule bibliothèque québécoise regroupant un fonds aussi important dans ce domaine, notamment une collection imposante de répertoires géographiques, de rapports géologiques, de documents traitant de tous les aspects de la toponymie, de monographies paroissiales, d'atlas et de cartes géographiques.

2.4.4 GESDOC: le système de gestion documentaire

Ce système assure la conservation et la mise à jour des fichiers contenant les données descriptives des documents utilisés par les différents services de la Commission.

Plus de 875 transactions ont été effectuées au cours de l'année financière et 10 listes diverses ont été produites : il s'agit aussi bien de listes générales par titres et codes de classement que de listes dans des domaines particuliers (odonymie, recherche, administration, etc.).

3. Les décisions des commissaires

C'est en regard des principes, normes, critères et règles de gestion toponymique que les analyses et le traitement sont effectués par les services de la Commission et que les commissaires prennent leurs décisions.

3.1 L'officialisation des toponymes et des odonymes

Les membres de la Commission de toponymie ont tenu sept séances (dont une par conférence téléphonique) au cours desquelles 5 307 noms de lieux ont été officialisés soit un nombre surpassant de près de 10 % celui de l'année précédente (4 844) et supérieur à la moyenne des quatre dernières années (4 576). De ces décisions, 1 762 concernent des toponymes et 3 545 des odonymes. Enfin, la Commission a émis 244 avis dont 217 avis favorables (49 avis toponymiques et 168 avis odonymiques) et 27 avis défavorables.

3.1.1 Les toponymes

Les analyses toponymiques et le traitement des demandes des requérants ont porté, notamment, sur la dénomination d'entités naturelles (lacs—surtout dans les zecs et pourvoiries—, îles, baies et ruisseaux), de ponts et de haltes routières, de parcs publics et sur la dénomination de fosses à saumon et de réserves. Le nombre de 1 762 toponymes officialisés reflète une baisse par rapport à l'année précédente; elle s'explique par le fait que moins de désignations systématiques d'entités ont été faites dans les territoires protégés tels que les zecs et les réserves fauniques. Également, la diminution des ressources affectées à l'opération visant à désigner correctement les lacs dans les pourvoiries a ralenti le programme d'inventaire des noms.

Quant aux 49 avis toponymiques émis, la majorité de ceux-ci concernent des lieux dont la dénomination relève du Gouvernement du Québec à savoir les noms de municipalités, de réserves écologiques, de forêt d'enseignement et de recherche, etc. Plusieurs désignations d'édifices et de bâtiments publics ont aussi fait l'objet d'avis.

3.1.2 Les odonymes

De concert avec les municipalités, la Commission a poursuivi son programme de normalisation des noms de voies de communication et procédé à l'officialisation de 3 545 odonymes. Ainsi, la Commission a maintenu le rythme moyen d'officialisation des dernières années soit 3 500. En outre, la Commission a émis 168 avis odonymiques confirmant ainsi l'intérêt des organismes municipaux à dénommer correctement et de façon inédite leurs voies de communication.

À la suite de la réception d'une demande pour le changement du nom de l'Autoroute des Cantons-de-l'Est pour celui d'Autoroute de l'Estrie, la Commission a mené une vaste consultation auprès de MRC et de municipalités des régions de l'Estrie et de la Montérégie lesquelles sont traversées par l'autoroute. Par des avis publics parus dans les journaux, elle a aussi invité la population concernée à lui exprimer son opinion. Compte tenu des résultats obtenus et après analyse, la Commission a décidé de ne pas modifier l'appellation Autoroute des Cantons-de-l'Est, déjà officielle et dont l'usage est très répandu localement.

Enfin, les fusions de territoires municipaux, à la suite de regroupements ou d'annexions partielles, ont également incité la Commission à intervenir.

La collaboration assidue du milieu municipal aura permis, au 31 mars 1994, l'officialisation cumulative de 54 936 désignations odonymiques alors que le nombre résiduel estimé de voies de communication encore à traiter serait de l'ordre de 25 000. L'évolution positive de ce dossier est corroborée par les quelque 434 demandes d'interventions auxquelles la Commission a répondu au cours de l'exercice et par le fait qu'une première analyse odonymique est maintenant complétée pour l'ensemble des municipalités.

Au total, des ententes finales sont maintenant conclues avec 70 % des municipalités du Québec (1 008 sur 1 442 municipalités) depuis la mise en œuvre de ce programme en 1978 dont 16 au cours du dernier exercice. L'odonymie des 23 villages cris, naskapis et nordiques, des 6 établissements amérindiens de même que des 29 réserves indiennes n'a pas encore été traitée.

3.1.3 Les désignations toponymiques commémoratives

Poursuivant son programme de désignations toponymiques commémoratives qui vise à assurer une reconnaissance particulière à certains personnages ou événements, la Commission de toponymie a répondu favorablement à 15 demandes pour un hommage toponymique dont cinq ont fait l'objet d'une remise de certificat (Pavillon André-A.-Saint-Pierre; Mont Étienne-Racine; Parc Guy-Cardinal; Pont Jacques-Leneuf; Mont Julien-Déziel). La Commission de toponymie s'est particulièrement impliquée dans deux événements précis, soit la Semaine des municipalités et la Journée nationale des peuples autochtones avec l'officialisation de deux noms de bâtiments, pour l'un, et de trois lieux-dits (Anicinabe, Nitassinan et Kitaskino), pour l'autre.

De plus, pour répondre à des demandes d'identification de lieux par différents requérants ainsi que dans le cadre de ce programme, des renseignements biographiques au sujet de 30 Québécoises et Québécois qui se sont illustrés par leurs réalisations et leurs diverses implications au Québec ont été colligés. Ces noms se sont ajoutés à la banque de noms de la Commission de toponymie qui regroupe maintenant 461 entrées.

3.2 La langue des noms officialisés

Le tableau 5 illustre la répartition des toponymes et odonymes officialisés en 1993-1994, selon leur appartenance linguistique, alors que le tableau 6 montre l'évolution du profil linguistique de la toponymie québécoise durant les cinq dernières années. On remarquera l'augmentation sensible de toponymes inuits inclus dans la nomenclature géographique officielle. Cette augmentation correspond à la reprise du

traitement de la toponymie du littoral septentrional du Québec. Par ailleurs, en matière de choix linguistique, la Commission observe les principes suivants :

- elle tient compte de l'appartenance linguistique et de la culture de la population locale et régionale, du profil socioculturel des personnes qui fréquentent les territoires à dénommer, de la géographie, de l'histoire et de la morphologie du terrain, lorsqu'il s'agit d'identifier des lieux demeurés jusqu'ici anonymes; les nouveaux noms choisis et déterminés par la Commission reçoivent cependant un générique français, peu importe la langue de l'élément spécifique;
- en ce qui concerne les toponymes que la Commission recueille lors d'enquêtes, c'est l'usage local de ces noms qui constitue la référence première de la Commission lorsqu'elle décide des toponymes à officialiser.

Tableau 5

Les toponymes et odonymes officialisés par la Commission en 1993-1994

Répartition selon l'appartenance linguistique	Toponymes	%	Odonymes	%	Total	%
Français	1 269	72,0	3 195	90,2	4 464	84,1
Anglais	174	9,8	268	7,6	442	8,3
Langues amérindiennes	77	4,4	17	0,4	94	1,8
Inuktitut	173	9,9	1	0,0	174	3,3
Autres	69	3,9	64	1,8	133	2,5
Total	1 762	(100,0)	3 545	(100,0)	5 307	100,0

Tableau 6

Les toponymes et odonymes officialisés au cours des cinq dernières années

Appartenance linguistique	1989-90		1990-91		1991-92		1992-93		1993-94	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Français	7 366	77,6	1 928	73,0	4 739	86,0	4 182	86,4	4 464	84,1
Anglais	876	9,2	454	17,2	622	11,3	463	9,6	442	8,3
Langues amérindiennes	269	2,8	184	7,0	42	0,8	72	1,5	94	1,8
Inuktitut	657	6,9	17	0,6	9	0,2	0	0,0	174	3,3
Autre langue	207	2,2	37	1,4	69	1,2	81	1,6	88	1,6
Hybride	4	0,1	1	0,0	2	0,0	2	0,1	3	0,1
Indifférencié	41	0,4	7	0,3	11	0,2	15	0,3	14	0,3
Inconnu	74	0,8	13	0,5	18	0,3	29	0,5	28	0,5
Total	9 494		2 641		5 512		4 844		5 307	

3.3 Les politiques et les normes

Les modifications apportées par la Loi 86 n'ont pas eu pour conséquence d'altérer le devoir de la Commission de toponymie d'officialiser les noms de lieux. Elle continue de s'acquitter de cette tâche à la lumière des normes toponymiques qui sont contenues dans le *Guide toponymique du Québec* et dans le *Guide odonymique du Québec* et ce, dans un esprit de souplesse, afin que ses décisions soient le mieux adaptées aux circonstances, tout en respectant les objectifs de la normalisation des noms géographiques. C'est précisément dans la recherche de cet équilibre entre la souplesse et la rigueur normalisatrice que la Commission s'est donné des balises, quant à l'emploi, par exemple, d'articles et de particules de liaison dans les noms créés récemment et qui ne sont pas encore implantés dans l'usage.

4. Les relations avec l'Administration publique et parapublique québécoise

4.1 L'Administration centrale

4.1.1 Les espaces protégés

Divers territoires du Québec font l'objet d'une protection législative particulière quant à leurs ressources végétales et animales. Le mandat de la Commission conduit celle-ci à s'impliquer dans la dénomination des territoires qui sont établis pour gérer ou protéger ces ressources, afin que la nomenclature géographique de ces espaces respecte les normes toponymiques générales.

Ainsi la Commission a-t-elle émis des avis au sujet du nom de quatre réserves écologiques projetées (Réserve écologique du Boisé-des-Muir, Réserve écologique Fernald, Réserve écologique de Pointe-Platon et Réserve écologique de la Presqu'île-Robillard). Elle a par ailleurs officialisé les noms de cinq réserves écologiques (Réserve écologique de l'Aigle-à-Tête-Blanche, Réserve écologique André-Linteau, Réserve écologique André-Michaux, Réserve écologique du Père-Louis-Marie, Réserve écologique de la Vallée-du-Ruiter).

Une forêt d'enseignement et de recherche projetée a fait l'objet d'avis (Forêt d'enseignement et de recherche de la Gaspésie-et-des-Îles), tandis que trois ont reçu une dénomination officielle (Forêt d'enseignement et de recherche de la Chute-à-Michel, Forêt d'enseignement et de recherche Jean-Dolbeau, Forêt d'enseignement et de recherche de la Kinojévis).

En ce qui concerne les zones d'exploitation contrôlée, la Commission a émis des avis au sujet de la zec (projetée) de la Rivière-Saint-Jean-du-Saguenay, en plus d'officialiser les noms Zec de la Rivière-Mitis et Zec de la Rivière-Rimouski.

Le nom Refuge faunique (projeté) Marguerite-D'Youville a fait l'objet d'un avis, alors que la désignation Refuge faunique du Barachois-de-Carleton a été incluse dans la nomenclature géographique officielle du Québec.

Le regroupement de la réserve faunique de la Rivière-Matapédia et de la réserve faunique de la Rivière-Patapédia dans une nouvelle entité administrative appelée Réserve faunique des Rivières-Matapédia-et-Patapédia a entraîné l'élimination des deux premières de la nomenclature officielle et l'officialisation du nom de la troisième.

Enfin, la Commission a émis des avis au sujet des noms Parc de conservation du Mont-Mégantic et Parc marin du Saguenay—Saint-Laurent.

4.1.2 Les édifices publics

Dans le cadre de son programme visant la dénomination des édifices publics et autres bâtiments, la Commission de toponymie a été amenée à formuler des avis favorables pour treize noms d'édifices publics soit une bibliothèque à Saint-Étienne-de-Lauzon et une succursale de bibliothèque à Gatineau, un centre des loisirs au Bic, deux centres culturels et un complexe sportif à Mirabel, cinq pavillons du cégep François-Xavier-Garneau à Québec, un aréna à Sept-Îles et un édifice public à Québec, soit l'édifice Gérard-D.-Levesque. Elle a de plus officialisé deux noms de bâtiments municipaux, soit à Marchand, dans la région des Laurentides, et à Preissac, en Abitibi-Témiscamingue.

4.1.3 La toponymie septentrionale

Grâce à la collaboration du ministère des Ressources naturelles qui lui a fourni le tracé des limites territoriales entre le Québec et les Territoires du Nord-Ouest, la Commission a officialisé les noms de 178 entités géographiques situées dans les échancrures du littoral québécois septentrional et dans ses environs. La grande majorité de ces toponymes sont d'origine inuite et ont été inventoriés dans le *Répertoire toponymique inuit du Nunavik*, 1987, de Ludger Müller-Wille.

Établie par le décret 2000-87 du 22 décembre 1987, la région administrative numéro 10 se voyait dénommer de façon provisoire **Nord-du-Québec**. Au fil des ans, l'usage de ce nom provisoire s'est implanté dans les documents des ministères et des organismes publics, de sorte que son officialisation, le 31 mars 1994, vient consacrer un fait établi. On ne doit pas confondre la région administrative du Nord-du-Québec avec des réalités d'un autre ordre que sont le Nouveau-Québec, ancienne région administrative, le Nunavik, région correspondant à l'aire de la culture inuite du Québec et le territoire de l'Administration régionale Kativik, organisme analogue à une municipalité régionale de comté pour la partie septentrionale de la province.

La Commission de toponymie, dans sa préoccupation de faire ressortir les différentes particularités géographiques, historiques et toponymiques du territoire québécois, a procédé à l'officialisation du toponyme Péninsule du Labrador. Il désigne une partie du continent nord-américain sis au nord d'un axe défini par les rivières Saguenay et Rupert et s'étendant jusqu'aux eaux de l'Arctique et de l'Atlantique. Les textes des explorateurs des XVII^e et XIX^e siècles (Mémoire anonyme de 1715; Henry Youle Hind, 1863 et Albert Peter Low, 1895) faisaient déjà référence à cette péninsule.

4.1.4 La vérification toponymique

Afin de s'assurer que seule la toponymie officielle soit diffusée par les organismes de l'Administration, la Commission offre un service conseil qui vise à ce que les grands utilisateurs de toponymes, comme les ministères et organismes à vocation territoriale, diffusent une toponymie de qualité, c'est-à-dire conforme à la nomenclature géographique officielle.

Au cours de cette année, plus de 26 497 toponymes ont été vérifiés, corrigés ou ajoutés au besoin, et cela, sur 298 documents cartographiques provenant surtout du ministère des Ressources naturelles, du ministère de l'Environnement et de la Faune (cartes de zecs et de pourvoiries) et du ministère des Transports.

4.1.5 L'évaluation toponymique

Le *Guide de toponymie d'Hydro-Québec*, édition provisoire de septembre 1993, a fait l'objet d'une première vérification attentive de son contenu. En effet, cette publication a été soumise pour l'évaluation des règles d'écriture qui y sont répertoriées, dans le but de fournir un outil approprié au personnel de la Société qui a à utiliser la toponymie dans la gestion quotidienne de l'entreprise.

Conformément à un protocole d'entente établi entre la Commission et le Bureau d'approbation du matériel didactique du ministère de l'Éducation, cinq ouvrages ont été soumis pour évaluation de leur contenu toponymique. Deux dictionnaires et trois atlas ont ainsi été évalués et leur contenu jugé conforme.

Il appert que cette procédure d'approbation du matériel didactique et les interventions et recommandations de la Commission qui en découlent ont eu pour effet, au fil des ans, d'améliorer sensiblement la qualité moyenne des manuels et atlas, en autant que la toponymie est concernée.

4.2 Les municipalités

4.2.1 Les noms de municipalités

Conformément aux dispositions de la *Loi sur l'organisation territoriale municipale*, la Commission a été saisie de 28 demandes d'avis de changements de noms ou de statuts ou encore de choix de noms pour des nouvelles municipalités issues de regroupements ou formées à partir d'un territoire non organisé. Dans ce cadre, 38 avis favorables ont été émis. La Commission a, par ailleurs, procédé à l'officialisation de 32 noms de municipalités ayant antérieurement été l'objet d'avis favorables.

4.2.2 Les haltes routières

Le ministère des Transports possède, sur l'ensemble du territoire québécois, un réseau de haltes routières. Au début des années 1980, la Fédération

des sociétés d'histoire du Québec avait suggéré que ces haltes routières soient officiellement dénommées. Le ministère des Transports a repris le projet d'identification de ces entités dans le cadre de la préparation d'un dépliant publicitaire sur ces aires de repos. En collaboration avec les autorités municipales concernées, le ministère a procédé à un inventaire des toponymes déjà existants et a formulé des propositions de noms en vue de leur officialisation par la Commission. Les appellations de ces entités, pour un très grand nombre, ont été inspirées de faits historiques, de la topographie et de l'hydrographie du milieu. La Commission de toponymie a ainsi officialisé, à ce jour, 93 noms de haltes routières réparties dans treize régions administratives.

4.2.3 Les ponts

Grâce à la très bonne collaboration des autorités municipales contactées et avec l'appui du ministère des Transports, la Commission de toponymie a poursuivi son programme d'inventaire et de dénomination des ponts du Québec. Son action a principalement porté dans les régions administratives des Laurentides, de la Montérégie, de Lanaudière, de l'Estrie et de la Mauricie—Bois-Francs. Ainsi, durant l'année, la Commission de toponymie a officialisé 131 noms de ponts et d'échangeurs ce qui porte à 1 238 noms le nombre d'ouvrages d'art de ce type (ponts, ponts couverts, échangeurs...) qui sont officiels, soit près de 37 % de l'ensemble des entités susceptibles d'être nommées.

5. Les relations avec les autres clientèles québécoises et les citoyens

5.1 Les zones d'exploitation contrôlée (zecs)

La Commission a procédé à la dénomination systématique des lacs innommés de la zec de Kipawa, ce qui a permis l'officialisation de 406 nouveaux toponymes. La forme des lacs, la géologie et les mines, les associations végétales, les régionalismes et la langue algonquienne ont été mis à contribution pour créer des désignations apparentées à cette partie du territoire témiscamien. Aussi, la recherche de l'inédit a été une norme permanente pour les propositions de dénominations dans ce contexte. L'autorité responsable localement a été informée de la signification de chacun des toponymes pour qu'elle les adopte de manière plus éclairée. En ce qui concerne les toponymes en langue algonquienne, il a été décidé de surseoir à la normalisation des signes diacritiques (accents), considérant que ceux-ci n'ont pas encore été fixés définitivement.

Une aide appréciable a été apportée par le propriétaire de la pourvoirie sans droits exclusifs Camp-et-Coucoushee-Location-Vieux-Port, qui a participé à la dénomination de 49 entités (lacs, îles, baies, pointes, montagnes...) autour du lac Kikwissi dans la zec de Kipawa, contribuant ainsi à améliorer la qualité de la toponymie locale.

Il reste encore environ 160 lacs à dénommer dans cette zec, auxquels s'ajoutent une centaine de propositions de noms déjà reçues à la Commission pour lesquelles des renseignements sur l'origine des noms sont attendus. Enfin, quelques personnes du milieu ont été contactées pour participer à ce projet de désignation qui devrait être complété au cours de l'année 1994-1995.

Cet exemple vise à illustrer l'approche consensuelle que la Commission cherche à utiliser le plus largement possible en matière de toponymie nominative, car c'est là la garantie d'une toponymie officielle future respectueuse de l'usage et des aspirations des milieux concernés.

5.2 Les pourvoiries

La Commission a poursuivi son programme d'inventaire des noms de lieux sur les territoires des pourvoiries du Québec. En vigueur depuis 1988, ce programme a pour objectifs d'identifier conformément aux normes et critères de choix de la Commission, toutes les entités hydrographiques comprises dans ces territoires et aussi d'amener les pourvoyeurs à utiliser la toponymie officielle des lieux déjà dénommés. Au cours de l'année, 251 démarches telles que lettres, rencontres et appels téléphoniques ont été effectuées afin de rejoindre des pourvoyeurs. Ces interventions auront permis de parachever la toponymie de 24 dossiers de pourvoiries et de proposer l'officialisation de 339 toponymes situés dans plusieurs régions administratives du Québec mais principalement en Abitibi-Témiscamingue.

Maintenant, c'est à près de 55 % qu'est complété le traitement de la toponymie sur le territoire des pourvoiries. L'opération a généré 2755 propositions de toponymes pour identifier officiellement autant de lacs du Québec. Le tableau 7 présente la répartition des dossiers traités selon la région.

Tableau 7

La répartition régionale des dossiers de pourvoiries traités depuis 1988

Région	Pourvoiries	Dossiers finalisés	%
Gaspésie	20	9	45,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	45	38	84,4
Québec	52	32	61,5
Mauricie—Bois-Francs	82	48	58,5
Estrie	7	6	85,7
Laurentides et Lanaudière	90	68	75,5
Outaouais	102	63	61,7
Abitibi-Témiscamingue	114	51	44,7
Côte-Nord	100	52	52,0
Nord-du-Québec	75	10	13,3
Total	687*	377**	54,9

* De ce nombre, 194 sont des pourvoiries à droits exclusifs.

** De ce nombre, 132 sont des pourvoiries à droits exclusifs.

5.3 Le milieu autochtone

Les noms de deux réserves amérindiennes ont retenu l'attention de la Commission. Restigouche et Maniwaki ont été remplacés par Listuguj et Kitigan Zibi. La Commission a par ailleurs étudié la demande de changement du nom de la municipalité du village nordique de Povungnituk en celui de Puvirnituq et s'est montrée favorable à cette modification. Elle a aussi officialisé le nom du village cri d'Oujé-Bougoumou.

Poursuivant son programme d'inventaire toponymique auprès des Algonquins, la Commission a confié à la société Matcité8eia le mandat de vérifier les toponymes usuels dans les villages de Winneway et de Témiscamingue.

5.4 Les consultations toponymiques

Pour la dernière période écoulée, un total de 2 745 demandes ponctuelles ont été acheminées à la Commission, afin d'obtenir une information toponymique sur 3 346 thèmes différents, certaines demandes étant à questions multiples. Le tableau 8 répertorie les thèmes des consultations dont les principaux sont : la graphie, la nomenclature officielle, les règles d'écriture, l'origine et la signification de toponymes, la localisation des entités et la procédure d'officialisation des noms géographiques, pour un total de plus de 65 % des requêtes. Le secteur privé qui regroupe les entreprises, les citoyens, les pigistes et les associations ou sociétés à but non lucratif compte pour plus de 36 % des demandes toponymiques acheminées à la Commission. Les demandes émanant des ministères et organismes publics provinciaux ont diminué de 6 %

cette année. Un tiers des demandes proviennent des administrations municipales (17,5 %), des organismes scolaires, du gouvernement du Canada, des organismes parapublics et des médias. Afin de compléter les réponses verbales, 535 réponses écrites ont été fournies, et ce, à la satisfaction des clientèles concernées.

Le tableau 9 présente la répartition des consultations selon les catégories de demandeurs.

Tableau 8

La répartition des consultations selon les thèmes

La répartition des consultations selon les thèmes	Nombre	%
Graphie des toponymes	513	15,3
Nom officiel pour une entité ou un territoire	390	11,7
Règles d'écriture	374	11,2
Origine et signification d'un toponyme	254	7,6
Localisation des toponymes	237	7,1
Procédure d'officialisation	223	6,7
Graphie des odonymes	193	5,8
Publications	170	5,1
Noms de municipalité	112	3,4
Régionymie	101	3,0
Critères de choix	95	2,8
Géographie générale	94	2,8
Gentilés	92	2,7
TOPOS (fichier informatisé des toponymes)	69	2,1
Suivi administratif d'un dossier	68	2,0
Terminologie géographique	65	1,9
Édifices, salles, écoles	59	1,8
Établissements amérindiens et inuits	56	1,7
Aspects juridiques	38	1,1
Fichier des toponymes populaires	35	1,0
Copies diazo de cartes	34	1,0
Divers	29	0,9
Affichage	16	0,5
Genre et prononciation des toponymes	15	0,4
Numérotation d'immeubles	14	0,4
Total	3 346	100,0

Tableau 9

La répartition des consultations selon les catégories de demandeurs

La répartition des consultations selon les catégories de demandeurs	Nombre	1993-1994 %	1992-1993 %	1991-1992 %
Ministères et organismes publics québécois (excluant l'Office de la langue française)	734	26,7	31,4	31,2
Entreprises privées	513	18,7	15,3	14,8
Municipalités	480	17,5	16,4	12,9
Citoyens et pigistes	397	14,5	16,4	19,9
Organismes scolaires	150	5,5	4,6	5,1
Gouvernement du Canada	144	5,2	5,6	5,5
Organismes parapublics	118	4,3	5,0	4,2
Associations et sociétés à but non lucratif*	87	3,2	—	—
Office de la langue française	81	2,9	4,2	5,4
Médias	41	1,5	1,1	1,0
Total	2 745	100,0	100,0	100,0

* Nouvelle catégorie de demandeurs qui, jusqu'ici, était incluse dans les «entreprises privées».

6. Les relations avec les organismes non québécois

6.1 La scène canadienne

Les relations que la Commission entretient avec divers ministères du gouvernement fédéral et des autorités toponymiques provinciales et territoriales se font par l'intermédiaire du Comité permanent canadien des noms géographiques (CPCNG), composé de 26 membres nommés par chaque province et territoire du Canada et de représentants des ministères fédéraux.

À titre de membre du Comité permanent canadien, la Commission a participé à des échanges d'information et de techniques de gestion toponymique visant à favoriser la normalisation, à l'échelle canadienne, du traitement des noms de lieux et de la terminologie géographique, contribuant ainsi à l'élaboration et à l'implantation de normes internationales préconisées par les six Conférences et les dix-sept sessions du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques.

La Commission a participé à la réunion annuelle du Comité permanent canadien des noms géographiques et de ses comités consultatifs à Toronto, Ontario, du 14 au 17 septembre; elle a apporté sa contribution sur divers points: la recherche d'un niveau fondamental de collecte sur le terrain, y compris les noms autochtones; l'automatisation des bases de données toponymiques; le *Répertoire national concis* (canadien).

Les 30 et 31 mai, trois membres du personnel de la Commission ont présenté des communications à l'occasion de la 27^e réunion annuelle de la Société Canadienne d'Onomastique qui s'est tenue à Ottawa sous les titres suivants: *À qui appartient le nom de lieu?*; *Noms de lieux du Québec d'origine inconnue: quelques exemples*; *Pour une codification sémantique pratique des toponymes officiels du Québec*.

La Commission est intervenue auprès de la Société canadienne des postes pour que des corrections soient apportées au contenu toponymique de la Norme canadienne d'adressage et que la seconde édition de la Norme présente un contenu toponymique conforme aux règles de la Commission.

6.2 La scène internationale

Le président de la Commission, membre du Comité d'honneur du XVIII^e Congrès international des sciences onomastiques (CISO), qui s'est tenu à Trier (Trèves), Allemagne, en avril 1993, a présenté une communication intitulée *Anthroponyme et toponymie franco-*

québécoise: hypothèses de travail et perspectives de recherche. Le CISO est le seul forum scientifique international en matière de toponymie. M. Henri Dorion a aussi tenu des rencontres de travail à Paris avec le président et les membres de la Commission nationale de toponymie de France, organisme rattaché au Conseil National de l'Information géographique, et d'autre part avec la secrétaire de la Commission de toponymie de l'Institut géographique national (IGN). Ces rencontres ont précisé les programmes de travail communs et complémentaires par voie d'échanges de ces organismes français et de la Commission de toponymie, sur une base des propositions faites lors de la mission française réalisée au Québec en novembre 1992.

Les secrétaires de la Commission de toponymie de l'IGN et de la Commission nationale de toponymie de France ont effectué une mission auprès de la Commission de toponymie du Québec, du 22 au 26 novembre. Les activités portées à l'ordre du jour comprenaient, en plus d'une enquête toponymique en Beauce, la préparation d'un programme d'action en commun ainsi que des projets de collaboration Québec-France. Le 20 janvier, à Paris, les responsables des commissions de toponymie du Québec et de la France ont signé un protocole de collaboration et défini un programme de travail pour l'année 1994. Parmi les quatorze activités retenues, il faut noter l'harmonisation des règles d'écriture, des directives toponymiques pour les éditeurs, le relevé des exonymes français en usage, le relevé des toponymes parallèles en France et au Québec.

Lors de la réunion annuelle du *Place name Survey of the United States of America*, tenue à El Paso, Texas, le président de la Commission a livré, le 9 septembre, une communication intitulée *Practicability, usefulness and low-cost implementation of a wide-range information system for large place name corpuses*. La codification sémantique des toponymes officiels du Québec, activité entreprise par la Commission de toponymie depuis quelques années, a aussi été présentée et expliquée par M. Henri Dorion à la demande des responsables du vaste programme d'inventaire toponymique américain PLANSUS (Place-Name Survey of the United States) qui veulent s'en inspirer.

En juillet 1994, le président Henri Dorion a été invité à présenter devant l'Académie des Sciences de Russie, à Moscou, son étude *Geographic terminology as an indicator of political change (Canada and the former U.S.S.R.)*.

7. La recherche

7.1 La documentation du patrimoine toponymique du Québec

La conservation et la diffusion des noms de lieux font partie du mandat confié par le législateur à la Commission de toponymie. Or, la recherche et la documentation du patrimoine toponymique constituent une des activités importantes liées à ces deux devoirs attribués à la Commission.

Les recherches entreprises par les toponymistes de la Commission au cours de la dernière décennie ont fait l'objet de plusieurs publications, notamment la série des itinéraires toponymiques, composée de sept ouvrages décrivant l'origine et la signification des noms de lieux des principales régions du Québec, de même que plusieurs dépliants consacrés, soit à la toponymie de territoires plus restreints, soit à des corpus réservés à certains types d'entités géographiques.

C'est dans ce contexte que la Commission de toponymie a entrepris, en 1987, la rédaction de *Noms et lieux du Québec*, un dictionnaire encyclopédique qui constituera le gros œuvre de la Commission en matière de documentation du patrimoine toponymique. Les travaux préparatoires à cette prochaine publication ont procédé à un rythme accéléré au cours de la dernière année, tant au plan de la rédaction qu'à ceux de la saisie, de la révision toponymique, de la codification, de la révision littéraire, de la confection des cartes, du choix des illustrations, de la rédaction des textes de présentation, de la constitution de l'index et de la mise en forme informatique. Au total, en 1993-1994, 1 258 jours-personnes ont été consacrés à la réalisation de cet ouvrage d'envergure, dont le manuscrit, à la fin de l'année financière 1993-1994, a été confiée aux Publications du Québec.

La production de tels dictionnaires est un objectif que se donnent de plus en plus de pays comme moyen de présenter et d'enrichir leur patrimoine culturel. Au Canada, déjà sept provinces peuvent s'honorer de telles réalisations. Au Québec, le dernier ouvrage d'ensemble sur la toponymie québécoise datait de 1906: *Dictionnaire sur les noms géographiques de la province de Québec*, rédigé par Pierre-Georges Roy. La production de *Noms et lieux du Québec* répondait donc à une attente, d'ailleurs maintes fois manifestée.

Ce Dictionnaire, qui contient 6 065 rubriques d'une longueur moyenne de 10 à 20 lignes et cite plus de 20 000 toponymes, paraîtra en novembre 1994. Y sont traités les municipalités, les cantons, les régions, les MRC, les circonscriptions électorales provinciales, les villages nordiques, les réserves et villages autochtones,

les zecs et les réserves fauniques. On y trouve également de nombreux autres noms de lieux géographiques (lacs, rivières, montagnes, chutes, îles, rapides, caps, anses, etc.) retenus pour leur importance géographique ou leur intérêt toponymique et choisis en tenant compte de leur répartition régionale, ethnique et linguistique.

Les rubriques contiennent une trentaine de descripteurs portant notamment sur l'identification des lieux, leur description, leur localisation, leur mode de désignation, leur origine et diverses autres caractéristiques d'intérêt toponymique et onomastique.

Constituant un volume de quelque 1 000 pages, le Dictionnaire comporte plus de 500 illustrations, la plupart en couleur, 35 cartes géographiques, des textes d'introduction, une bibliographie, un index des illustrations et un index onomastique détaillé comprenant toutes les variantes et formes anciennes relevées pour chaque toponyme officiel traité.

La recherche et la documentation du patrimoine toponymique constituent une préoccupation continue qui, au-delà du *magnum opus* que représente le Dictionnaire, débouche sur des produits spécifiques, répondant ainsi au mandat de diffusion de la Commission de toponymie.

7.2 Les gentils

Fondée sur le pouvoir d'avis dont elle dispose à l'endroit du gouvernement et des organismes de l'Administration en matière de toponymie, l'action de la Commission s'exerce dans le domaine de la dénomination collective des Québécois en regard du lieu où ils habitent. À cet égard, elle recueille, consigne et diffuse toute information concernant les diverses collectivités d'ici. Elle met de plus au service de tout groupe ou de toute personne qui le souhaite son expertise et son aide technique en ce domaine.

En 1993-1994, treize nouveaux gentils ont été inventoriés, portant à 1 577 le nombre de formes existantes au 31 mars 1994. Dans la mesure où le monde municipal est concerné, six nouvelles appellations ont été sanctionnées par les membres d'autant de conseils municipaux, trois dénominations en usage ont été recueillies et une forme déjà officielle a fait l'objet d'une modification orthographique.

Au chapitre des consultations, 92 personnes ressortissant à des municipalités, des organismes de l'Administration ou encore des enseignants, des étudiants, des chercheurs ou des citoyens ont contacté la Commission au sujet des gentils.

Dans une optique internationale, la Commission a mis son expertise en matière de gentils au service de la Commission nationale de toponymie du Conseil national de l'Information géographique dans la préparation de l'«Arrêté du 4 novembre 1993 relatif à la terminologie des noms d'États et de capitales», ainsi que de leurs habitants, paru dans le *Journal officiel de la République française* le 25 janvier 1994.

8. Les communications

La fonction communication intervient dans deux champs d'activité: d'une part l'information et les relations publiques et d'autre part, les publications.

8.1 L'information et les relations publiques

Sélectionnées avec soin en tenant compte des ressources disponibles, les activités d'information et de relations publiques sont conçues pour répondre aux besoins des principales clientèles de la Commission, les organismes à vocation territoriale, ceux à vocation culturelle, historique et patrimoniale et aussi le grand public.

La Commission juge importantes ces occasions de visibilité pour mieux faire connaître son mandat, ses politiques, ses programmes, ses réalisations ainsi que ses publications, et aussi pour promouvoir l'utilisation et le développement d'une toponymie de qualité sur le territoire du Québec.

Au cours de l'année, la Commission a ainsi participé, avec son stand d'information, à quatre congrès

ou salons d'exposition (voir le tableau 10). Un effort particulier a été fait afin de rejoindre le grand public en région lors des participations à deux salons Info-Services.

Afin de publiciser la parution d'une nouvelle publication ainsi que certaines décisions de la Commission de toponymie, trois communiqués de presse ont été émis durant l'année. De plus, quelques conférences ont été données par des membres du personnel ou par le président à divers organismes sur des sujets d'intérêt toponymique. Des entrevues radiophoniques sont venues compléter la diffusion d'information.

Une consultation a été réalisée afin de sonder l'opinion publique concernant le maintien officiel de la dénomination Autoroute des Cantons-de-l'Est. Un avis public a paru dans des journaux et un sondage a été envoyé aux municipalités et aux MRC concernées par cette dénomination.

Tableau 10

La participation de la Commission de toponymie à des salons

Activité	Date	Lieu
Salon de la Municipalité	1 ^{er} et 2 avril 1993	Montréal
Salon Info-Services	22 au 25 avril 1993	Rivière-du-Loup
Salon Info-Services	11 au 14 novembre 1993	Hull
Salon de la Pourvoirie Chasse-Pêche	3 au 7 mars 1994	Montréal

8.2 Les publications

Quatre publications ont été produites:

- *Gazette officielle du Québec*, 19^e publication des décisions couvrant la période du 1^{er} avril 1992 au 31 mars 1993; n° 51A (24 décembre 1993).
- *Rapport annuel 1992-1993*.
- *Supplément cumulatif 1993 du Répertoire toponymique du Québec 1987*.
- *Fichier des toponymes populaires*.

Au chapitre des publications, la Commission s'en est tenue cette année au strict minimum, à savoir la réalisation des documents qu'elle se doit de diffuser quant à ses décisions et ses activités en relation immédiate avec son mandat.

Composition typographique: Alphatek inc.

Achevé d'imprimer en septembre 1994
sur les presses de l'imprimerie
Laurentide inc. à Loretteville

